

GRANDE-BRETAGNE

Mettre fin au « viol, arme de guerre »

Un sommet exceptionnel pour mettre fin au « viol comme arme de guerre » réunit, depuis hier à Londres, tous les acteurs concernés.

L'actrice Angelina Jolie et le chef de la diplomatie britannique William Hague ont ouvert mardi à Londres un sommet « sans précédent » sur les violences sexuelles pendant les conflits et l'utilisation du viol comme « arme de guerre ».

La star d'Hollywood, ambassadrice de bonne volonté du Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés, et le ministre britannique vont présider jusqu'à vendredi le plus grand événement jamais consacré au sujet. Il réunit des délégations de plus de cent pays, représentants gouvernementaux, ONG, religieux, experts militaires et juridiques, associations humanitaires et membres de la société civile. Seront présents 48 ministres des Affaires étrangères mais aussi ceux qui étaient et con-

tinuent à être en première ligne : des victimes, des témoins et des acteurs sur le terrain tels le gynécologue-obstétricien congolais Denis Mukwege, qui soigne les femmes violées en République démocratique du Congo (RDC). L'objectif du sommet est de sensibiliser les opinions et combattre l'impunité.

En annonçant la tenue du sommet en février à Washington, William Hague avait raconté comment il avait été inspiré par Angelina Jolie et son film datant de 2011, « Au pays du sang et du miel », sur la guerre en Bosnie. Sans ce premier long-métrage de la réalisatrice, la réunion de Londres « n'aurait jamais vu le jour », avait-il alors admis. Outre les échanges officiels, le sommet propose tout un programme ouvert

au public avec des ateliers, des conférences, des expositions et du cinéma muet pour sensibiliser à un mal souvent dissimulé sous l'horreur de la guerre.

L'objectif est d'« éveiller les consciences » sur l'étendue du fléau, de « combattre l'impunité » et de « créer un élan irréversible » qui puisse déboucher sur « des actions concrètes sur le terrain ». Angelina Jolie et William Hague recevront vendredi le renfort du secrétaire d'État américain John Kerry qui en a fait un « combat personnel ».

Un « crime international majeur »

Selon le secrétaire d'État américain, il faut commencer par considérer le viol en temps de guerre comme « un crime international majeur et plus seulement comme la conséquence inévitable de tout conflit ».

« Il faut ensuite convaincre chaque gouvernement de refuser de servir de refuge à ceux qui ont commis ces actes infâmes ». Ce dernier point « devrait être un des héritages principaux du sommet de Londres », a insisté John Kerry.

Voir comment on peut améliorer les systèmes judiciaires, la formation des militaires et le soutien aux victimes seront d'autres pistes évoquées. Il sera également question à Londres du sort des plus de 200 lycéennes enlevées par Boko Haram au Nigeria. William Hague accueillera jeudi son homologue

nigérian, ainsi que des représentants des états voisins du Bénin, du Tchad, du Cameroun et du Niger, pour discuter des moyens de « vaincre » le groupe islamiste. ■

« Il faudrait apprendre aux femmes à se défendre »

● Interview : Catherine DEHAY

Jean-Michel Chaumont, vous êtes professeur de sociologie à l'UCL, le viol a-t-il toujours été utilisé comme une arme de guerre ou est-ce une particularité des conflits contemporains ?

Depuis très longtemps, le viol des populations vaincues est une loi tacite de la guerre. C'est un phénomène très ancien qui ne s'est guère démenti tout au long de l'Histoire. Ce qui est plus singulier maintenant est de l'utiliser comme arme dans le temps du conflit et non plus comme une espèce de butin, de tribut des vainqueurs, mais comme moyen de démoraliser l'ennemi.

Le viol est une tactique d'oppression ?

C'est vrai dans un certain nombre de cas. Mais lorsqu'on commence à transgresser ce genre d'interdit, la situation dérape très vite. Ce qui peut être conçu au début comme une tactique ne connaît plus de limites. Quand les interdits sont bafoués, dans un contexte de guerre où déjà l'interdit sur le meurtre est levé, plus rien n'est respecté, si le commandement laisse faire.

La conférence de Londres veut justement lutter contre l'impunité.

Je crains que la menace de procès devant une juridiction internationale ne soit pas suffisante. Cela peut faire réfléchir des diri-

geants qui ont de bonnes chances de se retrouver devant ces instances. Mais sur le terrain, j'ai peur que cela ne change pas grand-chose. Pour garder le contrôle, il faut des officiers qui contiennent ces dérapages, qui les répriment au lieu d'exciter leurs troupes.

Comment le sommet de Londres peut-il aider à stopper ces atrocités ? Il est important d'en parler, de dénoncer les viols massifs pour qu'ils ne se commettent plus dans l'indifférence absolue, qu'ils ne soient plus acceptés comme une fatalité. Ceux qui ont le pouvoir réel d'arrêter ces

atrocités se trouvent au sein même des armées. Ce sont les officiers, ceux qui commandent. Là se trouve le levier le plus immédiat. À mon sens, un certain nombre de tabous devraient également être levés.

Lesquels ?

Il faudrait, par exemple, apprendre aux femmes à se défendre. Elles ne sont défendues par personne. Le jour où des miliciens, des soldats pourront s'attendre à être reçus par une rafale de Kalachnikov ou prendre un coup de rasoir bien placé, je crois qu'ils réfléchiront à deux fois. Pour l'instant, cette éventualité paraît impensable dans beaucoup de contextes, mais c'est une des voies à explorer. ■